

## LE TÉMOIGNAGE DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING

REF : *Vous avez suivi, au tout premier plan, la mise en place des accords de Bretton Woods puis, peu à peu, leur remise en cause ? Quels sont, dans votre souvenir, les moments forts de cette période ?*

VALÉRY GISCARD-D'ESTAING. : D'abord les années 60, j'en garde le souvenir d'une grande créativité intellectuelle. Tout le monde était attaché aux principes, arrêtés à Bretton Woods, d'un système mondial de changes fixes et ajustables. C'eût été un anathème que de vouloir les remettre en cause. Mais on voyait monter les difficultés, à cause des déficits américains. D'où la volonté, non de changer le système, mais de l'améliorer. Un groupe de réflexion avait été créé au niveau international, le groupe des Dix, dont les travaux ont servi, notamment, lors de l'Assemblée du Fonds monétaire international en 1964 à Tokyo. Dans ces débats, les Français étaient très actifs. Nous avons notamment, avec le gouverneur Baumgartner et les Directeurs successifs de la Direction des Finances extérieures que j'ai décidé de fusionner avec la Direction du Trésor, une des meilleures équipes internationales. Tous étaient, comme moi, très attachés à l'ordre monétaire international basé sur le système de Bretton Woods. J'ai proposé d'ajouter un système de crédits basés sur l'or pour répondre aux besoins objectifs de liquidités sans avoir à compter sur le déficit extérieur américain pour les alimenter en dollars. C'était le « Collective Reserve Unit », le CRU, dont l'idée était de disposer d'un actif créé de façon collective et qui soit transférable en même temps que l'or pour lui donner une assise solide.

— *Jacques Rueff était-il minoritaire dans ses idées d'un retour à l'étalon or ?*

— Oui. La majorité des experts pensait qu'un simple retour à l'étalon or était insuffisant pour rétablir les équilibres. J'étais du même avis. Mais j'étais pris en tenaille, car Jacques Rueff avait l'oreille du Général de Gaulle.

— *Que pensaient les autres pays ?*

— Tous restaient attachés au système de Bretton Woods, mais avec plus ou moins de force. Les Américains désiraient surtout éviter toute réévaluation de

l'or. Les Etats-Unis, au centre du mécanisme à cause du rôle du dollar, souffraient moins que les autres pays de ces perturbations. Ils pensaient donc que c'était aux Européens de faire des propositions. Les Britanniques n'ont pas joué un grand rôle, tout en étant de bonne volonté. En réalité, tous les pays cherchaient un accord et nos propositions étaient plutôt bien accueillies.

— *Le Général de Gaulle, lors de sa conférence de presse du 4 février 1965, va surprendre tout le monde. Quelles en ont été les conséquences ?*

— C'est le deuxième moment fort de cette période. Le Général m'avait fait venir à l'Elysée avant sa conférence de presse, comme il le faisait parfois. Il m'a fait lire le contenu des déclarations qu'il compte faire sur le système monétaire international et je découvre qu'il s'agit bel et bien d'un simple retour à l'étalon or. Lui expliquant que cela me paraît impossible à faire accepter à nos partenaires, je lui propose une phrase plaidant pour, je cite de mémoire : « ...l'étalon or, complété par un système approprié de crédits ». Le Général accepte. Mais le jour de la conférence, je l'ai vu se détacher de ses notes et improviser comme il savait et aimait le faire, sur le thème de son attachement à l'or « qui ne change pas de nature, qui est éternel et universel, etc. ».

— *Vous avez dû assumer...*

— La conséquence fut que le débat sur ces thèmes a dérapé. Les marchés, notamment celui de l'or, ont mal réagi. Nos propositions sur le CRU avaient perdu toute crédibilité. On s'est mis d'accord sur la création des DTS, les droits de tirage spéciaux, mais ça n'avait rien à voir. Les DTS ne sont d'ailleurs jamais parvenus à jouer un grand rôle. Le problème central, celui des relations entre le dollar et les monnaies européennes, restait posé.

Je peux, à ce propos, vous raconter une autre anecdote. Le Général de Gaulle avait annoncé, lors de cette fameuse conférence de presse, que la France allait convertir en or ses surplus de dollars. Chaque mois, nous rapatriions ainsi quelques tonnes à la mesure des règles de sécurité en la matière. Le Général, m'interrogeant, trouva que tout cela allait beaucoup trop lentement. Et il me suggéra d'envoyer le croiseur Colbert à New York, charger notre or en le réclamant aux Américains. Vous imaginez l'effet produit par l'arrivée de ce navire de guerre... Heureusement, nous avons pu ne pas donner suite.

— *En 1969, vous revenez au Gouvernement comme Ministre des Finances. Les déséquilibres monétaires se sont accrus.*

— La première opération fut de réaliser un double ajustement de parité : dévaluer le franc, conséquence de mai 68 et réévaluer conjointement le mark. L'effet le plus bénéfique de l'opération, avec le recul, fut de resserrer nos liens avec notre partenaire allemand. C'était le début de notre longue relation privilégiée. Néanmoins, Karl Schiller, Ministre allemand des Finances, était

partisan des taux de change flottants. Il avait d'ailleurs laissé flotter le mark quelques mois auparavant. L'idée de taux de change libres n'allait, ensuite, que progresser en Allemagne. Une réelle différence de doctrine était apparue.

Elle s'explique peut-être parce que les Allemands ont pour objectif central la stabilité de prix et non la stabilité des changes. La réévaluation du mark, que ce soit dans un régime de changes fixes ou de changes flottants, a été un des instruments de cette politique de stabilité. L'expérience française, avant la création du système monétaire européen, est inverse. Les changements de parité sont des dévaluations et elles sont donc, forcément, mal vécues et redoutées.

— *Les chocs ensuite n'ont pas cessé, jusqu'au 15 août 1971 et la rencontre des Açores. Pourquoi durant cette époque tout semble se jouer entre Français et Américains ? Comment la France obtient-elle ce poste particulier ?*

— Déficits américains, dévaluation de la livre, forte spéculation qui conduit à un nouveau flottement du mark : le système était devenu ingérable. Il éclate en effet en août 1971. La convertibilité du dollar est suspendue. Ce n'est qu'aux Açores, en décembre, qu'une nouvelle parité est fixée lors d'une rencontre entre Français et Américains. En réalité, ce sommet était prévu de longue date et nous avons saisi l'occasion pour traiter du système monétaire. Les Américains pensaient que s'ils trouvaient un accord avec nous qui étions les plus éloignés de leur position, cet accord serait accepté par les autres pays européens.

Nous avons décidé d'une réévaluation de l'or de 10 % environ. Le président Pompidou, qui s'intéressait à ces questions, tenait à cette réévaluation et croyait qu'elle suffirait à rétablir l'ordre. J'en doutais pour ma part. Je restais partisan d'un système de change fixe, mais estimais que les circonstances interdisaient d'espérer un retour à l'équilibre entre le dollar et les monnaies européennes. Quoi qu'il en soit, nous avons, Conally, mon homologue et moi, préparé un communiqué que nous avons transmis aux chefs d'Etat. Le président Pompidou a voulu modifier quelques phrases et Nixon, qui n'a pas voulu être en reste, a fait de même. Curieusement, ce texte original est ensuite resté sur la table. Je l'ai pris et conservé depuis dans mes archives.

Les accords dits du Smithsonian Institut ont prolongé les décisions des Açores en fixant de nouvelles parités des monnaies européennes vis-à-vis de l'or. Je me souviens que les Japonais qui faisaient à cette occasion leur début sur la scène internationale, ont subi les pressions conjointes des Américains et des Européens pour une réévaluation du yen. Pour les Européens, les accords empêchaient les monnaies de varier de plus de 4,5 % entre elles. En 1972, nous avons limité cette marge à 2,25 %, début du « serpent ». J'avais, pour ma part, reporté mes espoirs sur l'Europe.

— *L'espoir d'un ordre mondial ne vous quitte pourtant pas complètement. Lors du Sommet de Rambouillet par exemple.*

— L'idée dominante était, cette fois, qu'un flottement était devenu inévitable étant donné les circonstances aggravées par le choc pétrolier. Mais côté français, nous restions persuadés qu'il ne s'agissait que d'un désordre provisoire. Le Sommet de Rambouillet, qui a conduit aux accords de la Jamaïque, souligne que le flottement était autorisé mais à titre transitoire. Et il était accompagné d'une surveillance multilatérale, c'est-à-dire d'une discussion conjointe des politiques économiques des grands pays industriels.

— *Croyez-vous aujourd'hui encore possible de revenir un jour à un système de change fixe ?*

— Je ne peux pas l'affirmer. Le système des paiements a été, au fil des décennies, tellement modifié qu'il n'y a plus aucun moyen de s'opposer aux grands mouvements des marchés. Le seul moyen est de supprimer le change lui-même en installant une monnaie unique ce que nous essayons de faire en Europe. Mais au niveau mondial, il faudrait aujourd'hui une approche très sophistiquée qui me semble encore hors de portée. Cela n'empêche pas d'y travailler car je continue de penser qu'une discipline monétaire internationale est nécessaire. Le désordre des monnaies coûte très cher et surtout, il revient à un transfert énorme de l'économie réelle vers la sphère financière. C'est une perte de substance.

Je crois, en tout cas, que rien ne sera possible avant la création de la monnaie unique européenne. Ce n'est qu'à partir d'elle que l'on pourra peu à peu coaguler les trois grandes monnaies mondiales que seront l'écu, le dollar et le yen.

*Propos recueillis par Eric Le Boucher et Thierry Walrafen.*